

# Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Front populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris  
Versements :  
Chèque bancaire ou  
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :  
1 an : 30 F (300 FB)  
6 mois : 15 F (150 FB)  
pli fermé : 44 F et 23 F  
« programme communiste »  
1 an : 32 F (320 FB)

14<sup>e</sup> ANNEE - N° 227  
LE NUMERO : 1,50 FF  
15 FB - 1 FS  
du 18 sept. au 8 oct. 76

Derrière les refus théâtraux de l'austérité par les partis de gauche et les directions syndicales :

## Le « consensus implicite »

La reprise lève le voile, autant que la crise productive, sur le sort habituel de la classe ouvrière. Tandis que le chômage « risque de connaître une nouvelle extension avec l'afflux automnal des jeunes sur le marché du travail » (Les Echos du 2-9), l'offensive capitaliste contre le pouvoir d'achat ouvrier déploie ses fronts de combat, derrière le rideau de fumée de la lutte contre les inégalités et la mystique des sacrifices communs. Mais le but est clair : « si les pouvoirs publics entendent faire de la politique des revenus entendue au sens de modération des rémunérations la pierre angulaire de leur « new deal » économique, ils paraissent aussi soucieux de revenir à un nouveau partage de la valeur ajoutée dans le compte d'exploitation des entreprises, qui rééquilibrerait au profit des entreprises les parts respectives allant au capital et au travail » (Les Echos du 10-9.)

C'est bien là le nœud de la question : le capitalisme ne tourne que si le taux de profit est à un niveau suffisant pour actionner la pompe de l'exploitation et irriguer les canaux de l'échange. Quand ce mécanisme fonctionne, le prolétariat peut espérer une amélioration relative de son sort, quitte à travailler plus et à se soumettre entièrement aux lois du capital; mais plus cette soumission est grande, plus vite s'engorgent les canaux de l'échange, plus vite s'accumulent la richesse à un pôle de la société et la misère à l'autre et plus vite grandit la tension que créent les différences de pression engendrées dans les circuits par l'anarchie des mouvements individuels des différentes parties du capital. Et le moindre « hasard » suffit alors à arrêter tout le mécanisme, projetant le prolétariat abruti par la fatigue dans la misère absolue, tandis que toute la richesse qu'il a produite se dresse contre lui pour éteindre ou briser sa révolte.

Ou bien le prolétariat dans les luttes de chaque jour unit ses forces pour en finir avec cette société à la marche chaotique, ou bien la bourgeoisie parvient à lui imposer encore une fois les sacrifices nécessaires pour une énième phase d'accumulation brutale qui devra inévitablement conduire elle aussi à une nouvelle crise plus profonde encore.

Les partis de gauche et les directions syndicales qui leur sont liées prétendent n'accepter ni les sacrifices ni l'austérité. Tous prétendent refuser le plan cynique du gouvernement qui doit d'un côté restaurer le profit en comprimant le salaire ouvrier et, de l'autre côté, augmenter le profit disponible pour la classe capitaliste en accélérant la ruine de la paysannerie et de la petite bourgeoisie et en exerçant sur les classes moyennes et l'aristocratie ouvrière une pression économique de manière à réduire les avantages qui les placent au-dessus du prolétariat. Ils parlent haut, mais pour opposer quelle politique ?

Comme dans tous les pays, à des détails près, ils prétendent qu'il faut « sauver l'économie nationale » du désastre qui la menace en orientant autrement les investissements grâce à un contrôle de l'Etat sur les trusts obtenus par la maîtrise du crédit et des prix et par les nationalisations, ce qui permettrait de soustraire le pays aux « abandons qui nous rendent dépendants de l'étranger ». Les investissements s'appuieraient alors sur un marché intérieur stimulé

par une « relance de la consommation intérieure ».

Comme si la nationalisation pouvait toucher à autre chose qu'à la forme du profit et à l'accumulation capitaliste ! Comme si l'Etat pouvait contrôler les trusts sans les détruire, sans s'attaquer révolutionnairement au marché, au profit, au salariat, c'est-à-dire sans que soient préalablement démolies les machines bureaucratique, militaire, judiciaire qui les défendent nécessairement — ainsi que leurs enjoleurs parlementaires ! Comme si le responsable des malheurs du prolétariat n'était pas, dans tous les pays, le même capitalisme, mais la dépendance de « son » pays vis-à-vis de l'« étranger » ! Et comme si enfin l'opportunisme qui pousse aujourd'hui les hauts cris n'avait pas déjà été conduit lui-même à demander, quand il fallait « reconstruire le pays », le sacrifice de la « consommation populaire », et comme s'il ne devait pas nécessairement le refaire demain !

\*

Quelle est donc la différence entre le « new deal » du gouvernement et la « rénovation du pays » de l'opportunisme, puisque l'un et l'autre s'inspirent des mêmes principes sacro-saints de l'intérêt de l'économie nationale et de l'Etat au-dessus des classes — pourvu que la loi électorale soit juste ? Quelle est la différence sinon que le second ajoute à la phraséologie de conciliation des intérêts de classe du premier, de belles phrases sur le socialisme — un socialisme de plus en plus fade, en vérité, et qui est de plus toujours remis au lendemain ?

Mais cette différence remplit une fonction essentielle car elle fait croire à la classe ouvrière que l'action future d'un autre gouvernement peut améliorer son sort, un gouvernement qui, au nom d'avantages illusoire, lui demandera les mêmes sacrifices. C'est pourquoi Séguéy et Maire ne disent pas : « nous refusons l'austérité » mais « dans les conditions actuelles, elle est inacceptable ».

Mais n'est-ce pas l'accepter déjà que de refuser dès aujourd'hui à la classe ouvrière les moyens d'une lutte de résistance efficace puisqu'on ne veut pas gêner l'économie nationale — qu'on accuse les capitalistes de saboter pour mieux faire croire aux prolétaires que leur sort dépend de sa défense ? N'est-ce pas déjà accepter cette austérité que de refuser aux prolétaires la lutte ouverte contre la bourgeoisie

### DANS CE NUMERO

- Les leçons du Front populaire (1).
- La LCR et la question du gouvernement PS-PS (1) : lutte revendicative et « débouché politique ».
- Sur le front des luttes dans le monde : Afrique du Sud, Pologne, Irlande.
- Contre les heures supplémentaires !
- La grève des roulants de la S.N.C.F. : lutter contre les divisions !
- Une intervention du Parti en Suisse, à l'occasion de la grève DUBIED.

« pour ne pas provoquer la réaction » — ce qui revient à refuser tout moyen qui trouble la paix sociale et qui ne respecte pas le principe du monopole de la violence dans les mains de l'Etat des exploités ? Et même si on refuse le « consensus explicite » au gouvernement, ne donne-t-on quand même pas son « consensus implicite » à la bourgeoisie ?

(suite page 4)

## MAO TSÉ-TOUNG

Les formidables coups de bélier portés par la révolution nationale démocratique chinoise contre les grandes puissances capitalistes maîtresses du monde, une révolution dont Marx attendait au siècle dernier une aide précieuse pour la révolution prolétarienne, appartiennent au passé, et les classes dominantes du monde entier ont salué dans la dépouille mortelle de Mao le chef d'un Etat qui, en cherchant pour son pays une place dans le « concert des nations », la soulage aujourd'hui des frayeurs terribles que leur ont causées l'enfantement de cet Etat et la mise en mouvement de masses révolutionnaires gigantesques.

Ces mêmes classes dominantes feignent de voir en Mao le démiurge qui, par sa pensée et sa volonté propres, aurait provoqué les fantastiques bouleversements de la situation mondiale liés à l'apparition de l'Etat national chinois. Mais le prolétariat, à qui cette philosophie servile est destinée dans le but de stériliser son action, n'a pas besoin du mythe des « grands hommes » pour réaliser ses tâches historiques : il voit dans les chefs politiques comme dans les partis les organes de forces sociales en mouvement.

Les forces qui en Chine se sont heurtées à l'impérialisme mondial et aux vieilles castes pour permettre la naissance de la société moderne étaient énormes. Le malheur est que, en éliminant la phalange la plus décidée de ces forces avec la tactique criminelle de subordination du PCC au Kuomintang qui entraîna la tragédie sanglante du Hunan, du Hupeh et de Shanghai et en brisant d'autre part l'énergie révolutionnaire du prolétariat des grands centres impérialistes, la contre-révolution stalinienne a limité la révolution chinoise à un horizon bourgeois en même temps qu'elle privait la lutte prolétarienne mondiale des énormes réserves d'énergie mises en mouvement par la tempête sociale en Asie.

Mais, telle qu'elle a été, la révolution chinoise reste l'événement le plus révolutionnaire et le plus grandiose de ces cinquante dernières années parce qu'elle a créé dans cette vaste partie du monde les prémisses économique du socialisme et parce qu'elle a élargi les rangs ouvriers pour la future bataille qui verra l'affrontement du prolétariat mondial et de toutes les bourgeoisies retranchées dans leurs Etats nationaux.

Le maoïsme est l'expression théorique de toutes les contradictions de cette révolution chinoise. D'un point de vue social, il reprit après 1927 les magnifiques traditions de lutte des immenses masses paysannes en se faisant l'héritier du noyau véritablement révolutionnaire du Kuomintang de Sun Yat-sen et il mena la révolution y compris contre le stalinisme, tandis que d'un point de vue théorique il combina la tradition du socialisme petit bourgeois du jeune Kuomintang et la falsification stalinienne du marxisme. C'est ainsi qu'il put cacher sous des allures faussement doctrinales l'inévitable opposition historique des intérêts entre l'impérialisme russe et les intérêts nationaux chinois, avant que les luttes sociales des années soixante ne viennent mettre à mal la théorie réactionnaire du « bloc des quatre classes » et que la réalpolitik en Asie, en Europe et en Afrique — politique que doit nécessairement mener tout Etat national — ne vienne ternir le prestige dont le maoïsme jouissait auprès des mouvements nationaux et révolutionnaires du tiers-monde.

Le drame chinois doit être pour le prolétariat un appel pressant pour qu'il retourne sur les positions de la lutte de classe ouverte et à la glorieuse tradition du véritable marxisme de Marx et de Lénine.

## La LCR et la question du gouvernement PC-PS (1)

### Lutte revendicative et « débouché politique »

Après les 51 % voix obtenues par la gauche aux élections cantonales et surtout le départ de Chirac, « la conjonction de toutes les luttes sur la revendication politique de « A bas Giscard-l'austérité » [...] s'impose en même temps que l'injonction faite aux deux grands partis ouvriers : qu'attendez-vous pour exiger la démission des faillis, des élections immédiates, à la proportionnelle intégrale, qu'attendez-vous pour former un gouvernement PC-PS et satisfaire les revendications des travailleurs ? » (1). Telle est l'orientation de la nouvelle campagne politique de la LCR.

En faisant la critique de cette position et de ses justifications, nous chercherons bien plus à mettre en relief les constantes qui guident l'action de cette organisation et à dégager la fonction du centrisme qu'à résoudre la question de l'attitude du parti vis-à-vis d'un gouvernement de gauche (2) ou à étudier les limites d'une bonne manœuvre en rapport avec la nécessaire continuité d'action du parti.

La LCR serait consciente que le but du PC et du PS est d'« appliquer une politique similaire [à celle des gouvernements de droite] avec « un consensus social » et de « démocratiser » l'Etat bourgeois, en collaboration avec la bourgeoisie elle-même » (Rouge, n° 145 du 6-9), bien que ses affirmations ne suffisent pas à nous convaincre — mais nous y reviendrons. A l'entendre donc, une telle « tactique » de harcèlement des partis réformistes pour qu'ils aillent au gouvernement ne serait dictée que par le souci d'ouvrir les yeux aux masses ouvrières encore confiantes dans ces partis, en misant sur la contradiction inévitable entre les « aspirations réelles » de ces masses et l'attitude de collaboration de classe des directions politiques. Mais voici la conclusion pratique

que la LCR tire de ces prémisses justes, même si elles souffrent d'imprécision : « ainsi les révolutionnaires doivent montrer comment un gouvernement PS-PC peut être un débouché politique aux luttes si, face à la politique d'austérité du gouvernement, les organisations syndicales et politiques œuvrent ensemble à une riposte aux objectifs unitaires (tels que la semaine de 35 h, les 2.300 F minimum, les 300 F pour tous, l'échelle mobile, la nationalisation des entreprises qui ferment avec maintien des avantages acquis, etc.). En faisant cela, nous répondons aux travailleurs qui savent à la fois que les luttes isolées ne suffisent pas et que les luttes d'ensemble supposent un affrontement gouvernemental » (Rouge, n° 145).

Admettons pour le moment que ces revendications correspondent réellement aux besoins pressants des masses ouvrières et les formulent de façon correcte. Cela ne nous empêchera pas de dire le plus clairement du monde que la liaison établie par la LCR entre revendications immédiates et gouvernement de gauche n'est ni nécessaire, ni inéluctable et encore moins favorable.

En réalité, l'important est la puissance de l'organisation ouvrière, une puissance qui tient à l'immensité des masses en mouvement, à la qualité de leur expérience, à la conscience et à la détermination de l'avant-garde, à la fermeté et à la volonté de la direction de parti, ce qui suppose entre autres, une

(suite page 2)



## La grève des roulants de la SNCF Lutter contre la division !

Après le puissant mouvement de mars dernier, étranglé par les directions syndicales (cf. *Le Proletaire* n° 217), la colère des cheminots contre l'aggravation constante de leurs conditions de vie et de travail, y compris pour la catégorie « privilégiée » des conducteurs, ne pouvait que donner naissance à de nouvelles luttes. Après les explosions du début juillet, puis du début et de la fin août, la combativité ouvrière a forcé finalement les directions syndicales à organiser la « semaine d'action » du 1<sup>er</sup> au 6 septembre contre la création du nouveau grade T 5 pour les conducteurs.

La direction de la SNCF avançait à l'usage des travailleurs et de l'opinion des arguments hypocrites : la carrière (améliorer les « possibilités d'avancement »), la qualification (la conduite d'un train rapide demanderait, aux dires de la direction, un pilotage plus raffiné), comme si conduire un train de marchandises de 850 m de long, qu'il faut freiner et garer sans cesse pour laisser passer les rapides ou faire, sur un parcours de banlieue, six allers et retours avec 4 minutes à chaque bout sur des itinéraires de plus en plus encombrés, avec une signalisation dont on n'est plus sûr, était moins difficile, et moins pénible ! Et comme si le « choix » en question — effectué sur la base de la notation accordée par les chefs de dépôt — devait récompenser d'autres qualités que la plus grande docilité du promu !

Le sens véritable de ce nouveau grade — qui, depuis le 1<sup>er</sup> juillet, se traduit par une augmentation de 300 F pour 2.500 agents de conduite, un peu plus de 10 % de l'effectif total — c'est en fait la tentative d'accroître encore la concurrence entre les catégories ouvrières, et d'acheter la bonne volonté d'une partie d'entre eux, mais ce sont tous les cheminots (et plus encore ceux du bas de l'échelle) qui ont à supporter la diminution constante de leur pouvoir d'achat, et l'accroissement de leur charge de travail du fait des compressions de personnel. Ce sont tous les roulants qui subissent les amplitudes infernales, le manque de sommeil et de week-ends, qui détruisent la vie de famille, l'aggravation toujours plus grande de conditions de sécurité, l'asservissement toujours plus grand à la machine — avec la menace de sanctions à la moindre défaillance —, qui usent le travailleur avant 50 ans.

Largement suivie, particulièrement lors du « temps fort » du 3 septembre (70 à 90 % de participation en Bretagne, dans les régions de Lyon, Marseille et le Sud-Ouest), la lutte contre le T 5 exprime une exigence indispensable pour la défense ouvrière, celle de lutter contre une division que la bourgeoisie tend sans cesse à fomenter et à accroître dans les rangs des travailleurs, et qui s'exprime par le morcellement en catégories et la multiplicité des primes (dont les tristement célèbres « primes de traction », 1.000 F de plus par mois aux agents de conduite qui acceptent des parcours plus longs que la « normale »).

Les directions syndicales CGT et CFDT ont été forcées par la combativité des cheminots de reprendre une lutte qui heurte de front tous les mythes qu'elles s'efforcent depuis toujours de répandre : qualifications, carrière, hiérarchie (à la SNCF elles ont d'ailleurs accepté récemment la création de nouveaux échelons pour la filière « ouvrier »). Mais elles ont fait tout leur possible, une fois de plus, pour canaliser et émettre une réaction qui, au départ, était riche de potentialités unitaires. La grève a été soigneusement circonscrite aux roulants et à la question du T 5, morcelée par régions et par secteurs, limitée dans le temps pour en faire une simple « démonstration » en vue des négociations souhaitées pour la fin septembre, tandis qu'une fois de plus les assemblées intersyndicales à la base étaient condamnées.

Pour être efficace, la lutte des cheminots contre la dégradation de leurs conditions de travail et de vie devra continuer, contre l'opportunisme dans la même ligne anti-catégorielle de leur lutte contre le T 5, sur des revendications capables d'unifier tous les cheminots, roulants et sédentaires, et allant dans le sens d'une augmentation substantielle du salaire de base (surtout pour les catégories les plus défavorisées), d'une diminution de l'amplitude et de la durée du travail et d'une réduction des risques. Elle devra bousculer les bienséances imposées par les directions syndicales vendues à la bourgeoisie, pour retrouver les armes de classe — et tout d'abord la grève sans préavis et sans limitation de durée — indispensables pour se défendre contre les empiètements d'une bourgeoisie bien décidée à ne pas céder sans une lutte opiniâtre dans un secteur qui est un secteur-clé pour son économie comme pour sa domination.

## Une intervention du Parti en Suisse, à l'occasion de la grève DUBIED

Une nouvelle grève importante — celle qu'ont menée les ouvriers des usines Dubied dans le canton de Neuchâtel pour protester contre une décision du tribunal d'arbitrage autorisant une réduction des trois quarts du treizième mois — vient de mettre à mal la fameuse « paix du travail » que bourgeois et opportunistes ont signée il y a près de quarante ans sur le dos de la classe ouvrière suisse. Malheureusement, tirant les leçons de la grève Matisa, l'opportunisme a réussi à contrôler le comité de grève et a pu ainsi faire valoir ses méthodes désastreuses dans une grève qui a quand même duré quatre semaines. Malheureusement aussi les comités de soutien, dans lesquels des militants du Parti ont essayé de faire valoir les exigences d'une véritable solidarité ouvrière, se sont alignés sur les positions de l'opportunisme, privant ainsi les ouvriers de Dubied de l'appui qui aurait permis de contrer les manœuvres de FMTH.

Le tract que nous publions ci-dessous a été diffusé au cours d'un meeting d'un des comités de soutien avec les ouvriers de Sarcem et de Lip, le 2 septembre dernier.

\*

Depuis 40 ans, la classe ouvrière en Suisse subit le monopole politique des partis ouvriers bourgeois. Depuis 40 ans, les centrales syndicales signent des « Conventions Collectives » dans lesquelles le principe de la « Paix du Travail » est systématiquement mis en préambule. Depuis 40 ans l'opportunisme politique et syndical enferme l'inévitable lutte entre le Capital et le Travail dans une procédure de collaboration de classe dont le « Tribunal Arbitral » est le recours ultime, en cas de désaccord entre les « partenaires sociaux ».

C'est toute cette politique qui est remise en cause par les travailleurs de DUBIED.

PROLETAIRES, CAMARADES

Voilà plus de 3 semaines que les travailleurs de DUBIED se sont mis en grève. Refusant la baisse du salaire réel décrétée par le « Tribunal Arbitral », ils ont réagi spontanément en utilisant le seul

(suite page 4)

# Contre les heures supplémentaires !

En même temps qu'il jette à la rue des centaines de milliers de travailleurs, le capitalisme tend à allonger la journée de ceux qu'il garde au travail. Marx en explique les raisons fondamentales : l'exploitation d'un plus grand nombre d'ouvriers exigerait une avance double de capital constant (bâtiments, machines, matériel, d'un coût énorme dans l'industrie moderne), « mais la prolongation de la journée permet d'agrandir l'échelle de la production sans augmenter la portion du capital fixe en bâtiments et en machines ». La pratique des heures supplémentaires est un moyen de tourner les maximums horaires légaux, qui ont été abaissés historiquement par la résistance ouvrière, freinée cependant depuis plusieurs décennies par la complaisance opportuniste envers les « besoins de l'économie nationale ».

La bourgeoisie se sert de suppléments de salaires maigres et bien dosés comme appât pour entraîner l'ouvrier à se laisser, comme disait Marx « confisquer sa vie entière » avec l'apparence du libre choix : apparence, car outre le fait que les premières heures supplémentaires, les moins payées, sont le plus souvent quasi obligatoires, ce supplément est souvent indispensable pour assurer au travailleur le minimum vital. Ce système sert ainsi à lui masquer le fait que le salaire « normal » ne le ferait pas vivre. En même temps, il favorise la baisse générale du salaire, comme le démontrait encore Marx, en réduisant le nombre de travailleurs employés, donc en multipliant le nombre des demandeurs d'emploi, en augmentant la concurrence entre tous les prolétaires, qui les pousse à accepter des salaires

inférieurs et des temps de travail démesurés. Ce système use et érode non seulement la force de travail, les conditions de vie du salarié (rappelons que la fréquence et la gravité des accidents du travail sont directement liées à la durée de la journée), mais aussi la force collective de classe, en donnant à chacun l'illusion d'une solution individuelle, en poussant chaque ouvrier à « se débrouiller » tout seul en grattant quelques heures de plus, en le détournant physiquement et moralement de la lutte collective pour l'augmentation du taux de salaire horaire et pour la réduction du temps de travail sans diminution de salaire.

En revanche, la petite dépense supplémentaire qu'il entraîne pour le capitaliste est largement compensée d'une part, comme on l'a vu, par un taux de profit accru, d'autre part et surtout par une souplesse beaucoup plus grande pour la répartition du travail et l'embauche, souplesse qui est pain béni en temps de crise et d'incertitudes. Le CNPF l'expliquait tout à fait cyniquement il y a un an, au moment des premiers signes d'une timide reprise : cette reprise aura peu d'effet sur le chômage, en attendant [disaient-ils...] qu'elle se confirme les chefs d'entreprise préfèrent dans un premier temps « allonger la durée du travail plutôt que de réembaucher du personnel » (*Le Figaro* du 15-8-75).

Il est donc logique que le patronat soit prêt à lâcher quelques miettes encore pour huiler les rouages d'un système si profitable. La loi du 16 juillet 1976 accorde un temps de repos compensateur égal à 20 % des heures supplémentaires (c'est-à-dire au-delà de 44 heures, ou même de 50 dans certains

métiers « autorisés »). Mais cette loi exclut d'abord les entreprises de moins de dix salariés (celles où les horaires sont souvent les plus chargés, surtout quand elles emploient des travailleurs immigrés). De plus, un règlement compliqué permet à l'employeur de reporter ces heures de congé aux calendes grecques, ou plutôt à la période qui l'arrange, ou même de les supprimer en... compensant la compensation par une indemnité soumise aux retenues et à l'impôt. Tous les moyens sont donc donnés au patron d'utiliser cette nouvelle soupape pour faire varier les horaires de travail au mieux de ses intérêts.

La CFDT, qui commente cette loi dans le numéro du 26 août de sa revue *Syndicalisme*, avait pris officiellement parti contre les heures supplémentaires : le point 514 de la *Résolution action* au dernier congrès d'Annecy portait l'« interdiction de toutes les heures supplémentaires régulières [terme équivoque, d'ailleurs], fixation de la durée du travail à 8 heures par jour, 40 heures maximum par semaine et réduction progressive de cette durée à 35 heures sans perte de salaire ». Mais l'« interdiction » est omise dans la citation tronquée faite ici de la résolution : la CFDT va jusqu'à saluer une « loi qui va dans le bon sens sur le plan des principes », et ne préconise plus ici que de faire payer plus cher les heures supplémentaires « pour décourager les patrons » (pour que cette pression ait la moindre efficacité, il faudrait multiplier le tarif par 4 ou 5, et encore !). La CFDT fait miroiter aux ouvriers la perspective alléchante, mais imaginaire d'un « repos compensateur

(suite page 4)

## Lutte revendicative et « débouché politique »

(suite de la page 1)

lutte résolue contre la méthode opportuniste de direction des luttes. Si la classe ouvrière se donne une telle organisation, il se peut qu'elle puisse obtenir quelques concessions d'un gouvernement de gauche ; mais il est aussi possible qu'elle les obtienne d'un gouvernement de droite. Au début du siècle, n'est-ce pas en Russie, face au pouvoir le plus féroce réactionnaire d'Europe que la classe ouvrière avait obtenu la journée de travail la plus courte ? Et dans la vague révolutionnaire du premier après-guerre, a-t-il fallu par exemple en France un gouvernement de gauche pour obtenir la journée de 8 heures ? Quant au gouvernement avec participation PC-PS, satisfiera-t-il nécessairement les revendications ? N'est-ce pas précisément un tel gouvernement qui en 45-47 a favorisé la continuation de la baisse du pouvoir d'achat ouvrier alors qu'en même temps la production faisait des bonds gigantesques grâce à l'allongement du temps de travail et aux heures supplémentaires ? En d'autres termes, les succès partiels sont liés à la force de classe du prolétariat. Or remplacer l'exigence de la constitution de cette force, qui est si petite aujourd'hui, par la perspective d'un gouvernement de gauche, c'est déjà aller dans le sens non des exigences réelles des masses, mais de leurs illusions sur la possibilité d'éviter la lutte de classe.

Mais là ne s'arrêtent pas les dangers de la « tactique » de la LCR, et pour le comprendre, il faut mettre en rapport son orientation avec les objectifs d'un gouvernement de gauche.

Nous devons faire remarquer, avant d'aborder cette question, que nous ne nions pas en général le lien entre la lutte immédiate et un changement de gouvernement. Mais il ne s'agit pas de n'importe quel changement : il s'agit d'un gouvernement né de l'insurrection prolétarienne ; et il existe des situations où la lutte pour le salaire peut fournir un terrain pour la lutte révolutionnaire. Mais il est clair également que les conditions objectives et encore moins subjek-

tives de cette situation n'existent pas aujourd'hui.

Ceci dit, est-il impossible d'imaginer que les revendications affichées par la LCR soient satisfaites ? Au contraire, il est très possible d'imaginer que, dans un premier temps, un gouvernement de gauche serait favorable à une augmentation générale des salaires. Et à ce sujet les revendications de la LCR ne sont nullement exorbitantes : 2.300 F minimum cela correspond à une augmentation de 50 % du SMIC (on a obtenu 35 % en 68), 300 F pour tous cela représente 10 % d'augmentation pour un OP 3 qui a obtenu plus en 68, et surtout l'échelle mobile, avec laquelle l'opportunisme tente d'appâter les travailleurs pour éviter la lutte des classes, risquerait, s'il parvenait à la mettre en place selon ses vues, d'être moins mobile que les prix.

La revendication des 35 h maximum est la plus intéressante et sans doute faudrait-il une formidable pression même contre un gouvernement de gauche pour l'obtenir — de même que serait déjà nécessaire une grande pression pour rendre effectives les 40 h c'est-à-dire avec interdiction des heures supplémentaires. Hélas, la LCR la présente moins comme une revendication centrale et permanente que comme une riposte au chômage contre lequel elle lance également la revendication illusoire et mystificatrice d'une augmentation générale des effectifs, alors qu'elle « oublie » curieusement la défense des chômeurs dans son projet de « résistance unitaire » au plan Giscard-Barre (1).

Nous ne nions pas que des concessions de la bourgeoisie sur les objectifs avancés intéressent fortement les travailleurs. Mais le problème est le suivant : est-ce que la réalisation de tels objectifs est favorable à 100 % à la classe ouvrière dans n'importe quelles conditions ? Précisément, nous affirmons que non : la classe ouvrière doit chercher dans sa lutte à soulager sa misère mais aussi, en même temps, à renforcer ses rangs face à la bourgeoisie. Prétendre le contraire c'est tomber dans l'imédiatisme et dans le réformisme. Or, ce que tente de faire inévi-

tablement tout gouvernement bourgeois, y compris de gauche, c'est de prendre au niveau de la liberté de mouvement de la classe ouvrière — par la réglementation des conflits, du droit de grève, l'octroi de privilèges à certaines catégories et de prébendes à la bureaucratie syndicale, l'intégration toujours plus grande des organisations syndicales à tous les niveaux de l'entreprise et de l'Etat — ce qu'elle a dû lâcher momentanément sur le plan économique. Et un gouvernement de gauche aurait cet avantage, pour la bourgeoisie, de réaliser mieux cette politique que préparent intensément les partis de gauche et les directions syndicales. Mais n'est-ce pas précisément de tout cela que la LCR ne dit mot ?

Si par conséquent, en même temps que l'on formule les besoins économiques des larges masses ouvrières, on ne met pas en avant les besoins de la lutte de classe et si on ne dit pas que de ce point de vue, la méthode réformiste et la méthode révolutionnaire de direction des luttes sont absolument incompatibles, que fait-on sinon perpétuer l'illusion mortelle selon laquelle l'opportunisme peut effectivement défendre les intérêts sinon historiques, du moins immédiats de la classe ; sinon laisser l'opportunisme perpétuer tranquillement sa politique de trahison ? Et quand, loin de mettre en garde la classe ouvrière contre le piège que tendent la bourgeoisie et l'opportunisme, on appelle l'opportunisme à activer sa politique, que fait-on sinon contribuer — de bonne ou de mauvaise foi, peu importe ici — à pousser la classe ouvrière à la catastrophe ?

Il n'est pas difficile de comprendre qu'en croyant manœuvrer savamment, on tombe dans le piège tendu par l'adversaire.

(à suivre)

(1) Voir la *Résolution politique* du C.C. de la LCR (*Rouge*, n° 141 du 1-9-76).

(2) Voir l'article *A force de courir après les « gouvernements ouvriers », on perd la voie de la révolution prolétarienne* (*Le Proletaire*, n° 219).

(3) Voir *Rouge*, n° 63 du 31-5-76.



# Les leçons du Front populaire (1936) (1)

La grande leçon qu'il faut tirer de cette douloureuse période où le prolétariat se met en mouvement alors que le parti détruit dans ses réflexes et sa substance révolutionnaires se porte dans le camp adverse au nom de la révolution, de l'internationalisme et de la dictature, et où les quelques militants qui ont voulu résister pour maintenir intactes les positions marxistes sont pratiquement restés impuissants, c'est qu'entre démocratie et fascisme, il n'y a pas opposition de classe, mais opposition de deux méthodes de conservation bourgeoise. Que le mouvement prolétarien ne puisse pas avoir une attitude identique vis-à-vis de l'une et l'autre forces c'est une évidence, en dépit du tapage intéressé qui voudrait rendre coupable la Gauche communiste de pratiquer l'indistinction générale en matière politique. Mais il n'est pas possible de définir une attitude efficace du parti (1) et des organisations prolétariennes sans voir la convergence des deux méthodes de domination qui supposent cependant des rapports différents entre les classes, des conditions historiques différentes : en effet, toutes deux subordonnent la lutte des classes à l'idée de la nation et de l'Etat; l'une lie son réformisme social au mensonge parlementaire et recherche la collaboration de tous les partis, c'est-à-dire la soumission volontaire du prolétariat aux intérêts de l'Etat, l'autre lie son réformisme social à la contrainte, c'est-à-dire qu'elle doit imposer une collaboration des classes refusée par le prolétariat.

Il est donc vain de ce point de vue d'opposer la démocratie bourgeoise et les partis ouvriers : la collaboration volontaire des classes, le consensus comme on dit aujourd'hui, étant un élément essentiel de la démocratie, le pilier de celle-ci est l'opportunisme ouvrier.

Le secret de la lutte antifasciste réside dans la capacité de la démocratie à convaincre le prolétariat de s'en remettre à l'Etat et de renoncer à toute lutte indépendante de classe pour éviter la « réaction fasciste » — en somme, il s'agit d'éviter le fascisme en rendant son recours par la bourgeoisie inutile, ou si l'on veut, en faisant mieux que lui. Cette politique n'est d'ailleurs pas une garantie contre le fascisme : si le cas du Front populaire en France démontre que l'on peut au moins momentanément se passer de lui en contrôlant la lutte ouvrière, le cas de l'Espagne est là pour prouver qu'en se heurtant à des conflits plus ouverts et en se faisant l'agent de la répression anti-ouvrière, la démocratie perdait toute justification aux yeux de la bourgeoisie en dépit de ses offres de conciliation avec Franco, dans la mesure où elle avait dû se déconsidérer aux yeux du prolétariat. En somme, si la démocratie cherche à rendre le fascisme inutile, le fascisme sanctionne l'inutilité de la démocratie.

\*

La date du véritable « tournant des Fronts populaires » c'est le 12 février 1934, c'est-à-dire le jour où le stalinisme s'est pratiquement aligné sur les initiatives de « défense républicaine » du réformisme en France, au moment même où par ailleurs se soulevaient les armes à la main les ouvriers autrichiens.

Le 6 février se déroula à Paris, devant le Palais Bourbon, une manifestation à l'appel des Ligues d'extrême-droite et des associations d'anciens combattants, dans la tradition de l'antiparlamentarisme co-cardier et antisémite, aux cris de « A bas les voleurs ». Il n'est pas indifférent de savoir que l'ARAC, association d'anciens combattants, contrôlée par le PC, participait à cette manifestation. Le but de la manifestation était de protester contre le déplacement du préfet

Le tournant brutal des Fronts populaires fut présenté par le stalinisme comme une tactique géniale qui devait permettre de combattre victorieusement le fascisme et la guerre impérialiste en défendant la démocratie et la paix sans les présenter encore comme des buts en soi mais comme des conditions indispensables d'une révolution prolétarienne dont on revendiquait encore les objectifs finaux ainsi que les formes violentes et dictatoriales.

Notre but n'est pas ici de faire une analyse détaillée de toutes les justifications du stalinisme et de son travail de démolition de la doctrine marxiste dans ce tournant de la situation internationale des années 1933-36 (celle-ci sera publiée prochainement dans la revue Programme Communiste).

Ce que nous voulons avant tout démontrer, en nous limitant à l'expérience du Front populaire en France, c'est les prétentions de l'opportunisme à avoir réellement « stoppé » le fascisme (pour ce qui est de la tragédie du prolétariat espagnol qui fut la conséquence la plus immédiate de la nouvelle « tactique » du stalinisme, nous renvoyons à l'article intitulé La fonction contre-révolutionnaire de la démocratie en Espagne paru dans le n° 71 de Programme Communiste).

Mais avant d'aborder la critique de la lutte antifasciste du Front populaire, situons rapidement le cadre historique du tournant du stalinisme. Nous dirons seulement qu'une fois l'Etat russe perdu par le prolétariat et soumis au contrôle des forces poussant au capitalisme pur et simple en Russie et de l'impérialisme mon-

de police Chiappe et de faire pression pour imposer un changement de gouvernement; elle tourna à l'émeute et l'affrontement avec les gardes mobiles fit 12 morts et 200 blessés.

L'émotion soulevée, dans une ambiance internationale où le nazisme avait vaincu en Allemagne, où Dollfuss préparait son coup à Vienne, fut grande et les chefs politiques radicaux et socialistes se mirent sans tarder à définir une tactique pour contrôler le mouvement qui se dessinait et l'utiliser au profit de la « république des camarades » : la CGT appela le 7 à la grève générale pour le 12 février (2).

La manifestation du 9 février

## Combattre le fascisme en faisant... mieux que lui !

Il est intéressant de noter à ce propos quel rôle joue l'opportunisme jeune, à un moment crucial : il ne prend pas d'initiatives, il se contente de suivre celles qui sont prises par les chefs expérimentés du réformisme en liaison étroite avec les représentants directs du capital financier.

En réalité, le pacte d'unité d'action, dit Front unique PC-PS, préparé de longue date des deux côtés par d'innombrables sondages politiques à travers toute une gamme de comités regroupant des organisations de toute nature et des « personnalités » — une mode qui a fait des ravages depuis — où s'identifiait la lutte contre le fascisme et contre la guerre avec la défense des valeurs éternelles de la civilisation, ne fut signé qu'en juillet 1934, à cause de l'indispensable élimination préalable de Doriot, dans les bonnes traditions staliniennes qui voulaient qu'à chaque tournant, on se débarrasse de ceux qui l'avaient préconisé. Ce pacte prévoyait la fin des critiques entre les partis signataires et la « défense des libertés » contre le fascisme; et comme il s'agissait sous le terme de liberté « en général » de la défense des institutions, on stipulait qu'il s'agissait de ne pas avoir recours à la violence, ce qui revenait évidemment à un alignement complet sur la social-démocratie et à la renonciation à toutes les méthodes encore revendiquées par le stalinisme — tout cela sous prétexte évidemment de ne pas gêner le front unique.

Mais sur le terrain parlementaire, où on se plaçait en fait, rien n'était possible sans le parti radical, auquel le PC fit des appels du pied dès l'automne 34 avant que ne fut scellé le « Rassemblement populaire » qui lors de sa fête, le 14 juillet 1935, offrit ce spectacle immonde du trio Thorez, Blum, Daladier jurant ensemble au son de l'Internationale et de la Marseillaise réconciliées : « Nous faisons le serment de rester unis pour défendre la démocratie, pour désarmer et dissoudre les ligues factieuses, pour mettre nos libertés

lancées à l'appel du PC, après que l'Humanité du 7 eut proclamé : « contre le fascisme, contre la fascisation de l'Etat démocratique, contre les manœuvres traîtresses du Parti socialiste et de la CGT, il faut passer à l'action ! » et au cours de laquelle les ouvriers parisiens laisseront 6 morts et 60 blessés par balles, n'apparaît que comme un ultime bluff : le 11, la CGTU et le PC devaient appeler à se joindre à la grève générale et, à Paris, à converger place de la République avec le cortège prévu par les socialistes sous le signe de la fidélité à la République, et ce, sans critique véritable de l'orientation donnée à la manifestation.

hors d'atteinte du fascisme. Nous jurons, en cette journée qui fait revivre la première victoire de la République, de défendre les libertés démocratiques conquises par le peuple de France, de donner le pain aux travailleurs, du travail à la jeunesse et, au monde, la grande paix humaine » (3).

Puis, tandis que le journal Le Populaire présentait un poing nu avec cette légende stupide : « Vous comprendrez que nos poings nus sont plus solides que vos matraques », l'Humanité partait en campagne contre les détachements d'autodéfense ouvrière, au nom de l'« autodéfense de masse », présentant la milice comme une « provocation » et l'armement du prolétariat comme un « crime ». Le terrain était ainsi préparé pour qu'en octobre 1936 le député Ybarnegaray déclarât consentir au désarmement des Croix de feu, ce qui fut un bon prétexte pour Blum d'offrir de prononcer la dissolution des groupes de protection de la SFIO et pour Thorez de prendre le même engagement pour le PC; il ne restait plus au gouvernement qu'à sanctionner cette magnifique harmonie par le dépôt immédiat de trois projets de loi contre les provocations au meurtre, les milices privées et le port d'arme. Lorsqu'en mars 37, les Croix de feu organisèrent un meeting à Clichy, Blum refusa d'interdire le meeting sous prétexte qu'« il ne pouvait porter atteinte au droit de réunion » (4); en conséquence de quoi le ministre de l'intérieur socialiste, Marx-Dormoy, fit donner les gardes mobiles sur les contre-manifestants : au bilan 5 morts et de nombreux blessés dont, « ironie » du sort, le chef de Cabinet de Blum en personne !

Le principe qui guide l'opportunisme en matière de « défense contre le fascisme » est donc d'utiliser son influence sur le prolétariat pour qu'il n'utilise pas la violence, en lui faisant croire que l'Etat bourgeois est son protecteur, ce qui non seulement ne désarme nullement les fascistes mais transforme l'opportunisme en

dial, et une fois l'Internationale dénaturée sous la double influence de l'Etat russe et des courants opportunistes d'Europe occidentale, la victoire du nazisme en Allemagne et la capitulation du PC allemand furent le signal non seulement de l'accélération des préparatifs de la guerre impérialiste, mais encore d'un nouveau tournant tactique du parti. Mais ce tournant s'opérait dans un parti désormais privé de tout ressort par la succession des oscillations toujours de plus en plus grandes et de plus en plus opportunistes, et où la dernière expérience tactique dite de la « troisième période » avait rompu toute la dialectique des rapports fructueux entre l'avant-garde et les masses laissées à l'influence directe du réformisme et du démocratisme bourgeois. Le tournant s'effectuait de plus à un moment où la crise poussait de nouveau le prolétariat, à l'échelle internationale, à une nouvelle vague de luttes sensible surtout en Espagne mais aussi en Autriche et en France : tout ceci contribua à ce qu'il prit l'allure, à la différence du 4 août 1914, non d'une capitulation devant le réformisme et les intérêts bourgeois et impérialistes, mais d'une victoire de l'unité ouvrière dans la lutte contre le fascisme, ce fait étant d'une importance historique capitale pour comprendre la profondeur d'une contre-révolution qui s'est réalisée sous le masque de la révolution russe et pour saisir la difficulté à reconstituer la doctrine marxiste après des perversions et des falsifications bien plus graves encore que celles perpétrées par la social-démocratie, et donc, dialectiquement, les difficultés d'une reprise révolutionnaire internationale.

défenseur de la violence étatique y compris contre le prolétariat : et en fait si les antagonismes sociaux ont pu être contenus en France (5), le stalinisme a dû en Espagne, de juillet 36 à mai 37 suivre jusqu'au bout « les voies qui mènent au socialisme ».

\*

Mais là ne s'arrête pas la fonction de la démocratie. Cette dernière a une tâche tout aussi importante : éviter de donner à la bourgeoisie des raisons d'avoir recours au fascisme en maintenant la lutte économique elle-même de la classe ouvrière dans les limites de la conservation bourgeoise. C'est ici que se mesure la spécificité de la méthode démocratique qui sur ce terrain peut encore moins se passer de l'opportunisme. Il suffit de juger aux résultats. La grande vague de grèves de mai-juin 1936 fut la plus grande jamais connue en France : elle entraîna dans la lutte économique contre le patron et l'Etat des millions de prolétaires, c'est-à-dire non seulement les ouvriers combattifs et même organisés, mais encore les larges masses ouvrières découvrant souvent la lutte pour la première fois, les poussant à la syndicalisation au point que le nombre d'adhérents passa de 700.000 à 5.000.000 en quelques mois seulement. De tels mouvements ne sont évidemment pas révolutionnaires par eux-mêmes, mais la quantité d'« étincelles de conscience de classe » qu'ils projettent sont un énorme danger pour l'ordre social et peuvent, avec l'existence du parti véritablement révolutionnaire, devenir un puissant levier de la lutte révolutionnaire. Eh bien, cette puissante grève a reflué sans que les étincelles se transforment en incendie; pire, lorsque la bourgeoisie a repris l'offensive contre les avantages économiques momentanément concédés, il s'est avéré que derrière l'organisation syndicale qui donnait l'impression de puissance se cachait l'inconsistance la plus totale du point de vue de la défense ouvrière : non seulement la classe ouvrière n'a pas pu résister à l'attaque mais, impuissante, elle s'est laissée entraîner dans le carnage impérialiste.

L'essence de la méthode démocratique tient dans la combinaison de la répression vis-à-vis de l'avant-garde et des mensonges vis-à-vis des larges masses. Vis-à-vis du grand mouvement de grève, il s'agissait de l'accompagner pour le contrôler, lui fixer des limites qui sont celles, sinon des intérêts des capitalistes pris en particulier, du moins de ceux du maintien de l'ordre bourgeois et donc de la classe capitaliste en général. Voici comment G. Lefranc, qui n'a rien d'un révolutionnaire, décrit avec une sincérité touchant au cynisme l'œuvre irremplaçable de l'opportunisme syndical dans l'efficacité de la méthode démocratique de maintien de l'ordre : « A la CGT, on n'a ni prévu, ni souhaité le mouvement. Mais il serait contraire aux principes les plus élé-

mentaires de la stratégie syndicale de le désavouer; puisque les masses se sont mises en mouvement, il faut les suivre pour, peu à peu, en reprendre la tête. C'est ainsi que les militants responsables précèdent vis-à-vis des mouvements qui sont nés en dehors d'eux » (6).

Les « militants responsables » ont ainsi pu contrôler le mouvement et même, au prix des accords Matignon et de leurs prolongements au niveau des branches et des entreprises, c'est-à-dire au prix de la promesse de la semaine de 40 heures et des congés payés, au prix des contrats collectifs et d'une augmentation des salaires allant de 10 à 20 %, le gouvernement n'eût à utiliser sa menace de lancer les gardes mobiles contre les ouvriers occupant les usines que pour hâter le reflux d'un mouvement qui n'a pas réellement dépassé les frontières fixées, même si les grandes masses se sont fait tirer l'oreille — parfois jusqu'en septembre — pour comprendre qu'il « faut savoir terminer une grève », selon le mot célèbre de Thorez, lancé dès le lendemain des accords Matignon.

Il est intéressant de noter que la contre-offensive bourgeoise qui s'est ébranlée dès que la fin de la grève fut assurée, s'est effectuée sous l'égide du Front populaire : c'est ainsi que dès l'automne, Blum proclamait la pause sociale, tandis qu'il dévaluait la monnaie de 30 à 35 % et tentait de mettre en place une législation antigreve; c'est aussi des rangs du parti socialiste lui-même que partirent les appels à en finir avec les 40 heures sous prétexte de faire face au danger allemand; enfin les mouvements de grève pourtant forts mais isolés comme en décembre 37 à Goodrich furent vivement dénoncés par les staliniciens. Et lorsque l'aide gouvernementale des socialistes et des communistes ne fut plus utile, les radicaux reprurent leurs billes et on revint par décret-loi sur toutes les grandes conquêtes du Front populaire. La CGT eut plusieurs jours d'hésitations avant que, le 25 novembre 38, au vu d'une grève à Renault, elle finit par se décider pour une grève générale pour... le 30, ce qui donna au gouvernement tout le loisir de menacer de sanctions et de réquisitionner les ouvriers si bien que la grève fut un échec complet et que les syndicats commencèrent à se vider. La méthode démocratique avait malheureusement réussi à plier la classe ouvrière.

(à suivre)

(1) Voir à ce sujet l'article *Antifascisme démocratique ou autodéfense ouvrière*, paru dans *Le Proletaire* n° 225.

(2) Que la grève générale du 12 février ait été le produit d'une initiative qui a eu le plein accord des radicaux est confirmé par G. Lefranc :

« La grève du 12 février a été organisée et s'est déroulée avec le plein assentiment de Gaston Doumergue qui a formé le gouvernement. Le nouveau président du conseil a une trop grande expérience politique pour ne pas sentir qu'il lui sera plus facile d'imposer un arbitrage pacificateur si, en face de la force des « Ligues », brutalement apparue en pleine lumière les 6 et 7, une autre force, compensatrice, apparaît. Bien loin de la desservir, la décision de la CGT le sert, dans la mesure où elle se déroulera dans l'ordre. Le 12 février fera contre-poids au 6 février [qui a porté Doumergue au gouvernement ! NDR].

« L'assentiment n'a pas été que tacite. Le 9, à 12 h 30, une délégation de la CGT, venue voir Doumergue, put se convaincre qu'il ne s'opposerait pas à la grève. Si, au Conseil des Ministres, A. Tardieu et H. Chéron s'en étonnèrent, puis, ultérieurement demandèrent des sanctions contre les grévistes, Herriot et ses amis radicaux approuvèrent Doumergue » (*Histoire du Front populaire (1934-1938)*, Payot, Paris, 1965, pp. 30-31). Lefranc a tiré le récit du Conseil du livre de Herriot, Jadis, Flammarion, Paris, 1952, pp. 382-383.

(3) Id., *ibid.*, p. 82.

(4) Id., *ibid.*, p. 237.

(5) En revanche, dans les colonies, le Front populaire dut réprimer les grèves ouvrières et les mouvements révolutionnaires.

(6) Id., *ibid.*, p. 145.

**programme communiste**

Revue théorique internationale



## Le « consensus implicite »

suite de la page 1

La classe ouvrière ne peut résister réellement à l'offensive capitaliste sans lutter pied à pied pour la défense de la force de travail par une augmentation substantielle du salaire plus forte pour les catégories les plus basses, la semaine de 35 h maximum avec interdiction des heures supplémentaires, le salaire intégral aux chômeurs. Et elle ne peut se défendre sérieusement sans mettre en péril l'économie nationale car son succès aurait pour effet de précipiter cette dernière dans une crise plus grande encore. Mais ou bien le sort de la classe ouvrière de chaque pays est lié à celui de « ses » capitalistes, ou bien il est lié à celui de la classe ouvrière de tous les pays avec laquelle elle forme une seule classe dont l'intérêt est d'en finir avec la succession infernale des cycles capitalistes.

Dans cette lutte la classe ouvrière ne peut avancer que si elle utilise la force que lui donne son nombre, sa concentration, ses moyens de pression spécifiques et, en premier lieu, la grève la plus large possible sans préavis ni limitation préalable de durée; elle ne peut avancer que si elle utilise pour elle-même la discipline à laquelle l'éduque le capitalisme, ce qui suppose de lutter contre toute division dans les rangs ouvriers — notamment par le refus des discriminations frappant de nombreuses catégories et avant tout les ouvriers immigrés —, cette division qui est entretenue par la bourgeoisie et l'opportunisme et sur laquelle repose l'« union du peuple tout entier » dans la communion électorale, prélude aux sacrifices futurs sur les champs de bataille des conflits impérialistes.

Voilà pourquoi la lutte pour la défense quotidienne contre le capital sans autre principe que l'union grandissante des travailleurs ouvre la voie de l'avenir, pourvu qu'en même temps les prolétaires les plus conscients renouent avec la glorieuse tradition du marxisme révolutionnaire pour reconstruire le parti communiste mondial, qui pourra utiliser cette force née de la lutte quotidienne contre les effets de l'exploitation capitaliste comme un levier pour lutter contre ses causes par la révolution communiste et la dictature prolétarienne.

### permanences du parti

#### EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le dimanche 10 octobre, de 10 h à 12 h, local de l'A.S.B.L.-Club, « Rencontres au 53 », 53, avenue de la Couronne, 1050 - Bruxelles.

#### EN FRANCE

• A Lille : les dimanches 26 septembre et 3 octobre, de 10 h à 12 h, 27, rue Adolphe.

• A Marseille : la permanence est provisoirement fermée. Pour prendre contact, écrivez à F. Gambini, B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1.

• A Mulhouse : le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Klapperstei 68, 4, rue Gutenberg.

• A Paris : 20, rue Jean Bouton (12<sup>e</sup>) Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Strasbourg : le samedi de 14 h à 16 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).

• A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

#### EN SUISSE

• A Lausanne : tous les mercredis de 18 h à 20 h ainsi que le samedi 18 septembre de 10 h à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché, 1<sup>er</sup> étage à droite - Atelier.

### Correspondance pour la Suisse

B.P. 85 Montcholsy  
LAUSANNE 19

# Sur le front des luttes dans le monde

## Afrique du Sud

Il est clair que la défaite de l'Afrique du Sud face à l'Angola a été le signal d'un réveil généralisé de la lutte de classe dans le bastion de l'impérialisme blanc dans le continent africain. Après les grandes émeutes de juin dernier à Soweto, la grande cité ouvrière de plus d'un million d'habitants de la banlieue de Johannesburg a continué de se porter à la tête de la lutte, en déclenchant des mouvements de solidarité contre la répression qui a fait plus de 300 morts, 2.000 blessés, un grand nombre d'arrestations, et en secouant et entraînant les populations noires des villes de moindre importance (Le Cap, Port Elisabeth), dans un mouvement qui grandit et s'affermait avec la répression qui essaie de l'écraser. A Soweto, la grève générale de trois jours de la fin août a été suivie à plus de 80 % et un nouvel ordre de grève a été lancé pour les 12, 13 et 14 septembre. La voie de la réforme à petits pas de l'apartheid a connu une autre défaite du fait de l'entrée en lutte des masses métisses, majoritaires dans la province du Cap, là où précisément cette réforme était le plus avancée. Et dans la région frontalière qui se trouve au-dessous de l'Angola, le gouvernement déplace 40 à 50 mille personnes pour essayer de dresser une barrière plus défendable contre la guérilla, alors que celle-ci s'étend déjà en Rhodésie.

Dans cette région du monde pas plus qu'ailleurs, la théorie de la « non-ingérence » n'empêche pas les grandes puissances d'intervenir le plus cyniquement du monde pour

étouffer la révolte, préserver leurs intérêts ou profiter des secousses pour s'introduire. Cette théorie, il est temps que le prolétariat d'Europe et d'Amérique s'en débarrasse pour intervenir lui aussi dans ce combat où il est le grand absent, pour prêter main-forte à ses frères noirs !

## Pologne

Après les grèves et les manifestations qui ont eu lieu fin juin dans de nombreuses villes à la suite de l'annonce de l'augmentation — de l'ordre de 40 % — des prix des principaux produits alimentaires (cf. *Le Proletaire*, n° 224), la répression s'est abattue en Pologne. Le 19 juillet à Radom — la ville où les heurts entre les ouvriers et les forces de police avaient fait deux morts et plusieurs blessés — six manifestants, des « hooligans en état d'ébriété » bien sûr, accusés d'avoir attaqué les forces de l'ordre et « détruit les propriétés socialistes », ont été condamnés à des peines allant de 4 à 10 ans de prison. Le lendemain, à Varsovie, ce sont 7 ouvriers grévistes de l'usine de tracteurs d'Ursus qui ont été condamnés à des peines allant de 3 à 5 ans de prison. Un peu partout dans la Pologne « socialiste » (un socialisme si délicieusement salarial que ce sont les salaires les plus élevés qui devaient recevoir les compensations les plus fortes pour la hausse des prix...), des travailleurs ont été licenciés ou traduits devant des commissions de discipline. A Gdansk-Gdynia les membres du comité de grève créé lors des émeutes de décembre 1970 ont été les premiers à être rappelés sous les drapeaux pour une période de 3 mois.

Après les condamnations, des intellectuels ont regretté que l'administration ait « sapé les formes essentielles de la démocratie ouvrière ». Le PC italien, alerté, avait fait appel avant les procès à la modération et à la clémence du parti frère et avait rappelé que « dans les pays socialistes les divergences et les conflits sociaux doivent être résolus sans grave perturbation, mais à travers la recherche continue de la collaboration active des travailleurs ». Il semble que les autorités religieuses elles-mêmes soient intervenues, pour que les peines ne soient pas encore plus lourdes (mais de quoi les curés ne sont-ils pas capables en matière de démagogie ?).

Cependant ni les intellectuels démocrates ni les « communistes » italiens inquiets pour leur situation électorale, ni le primat de Pologne n'ont fait fléchir le camarade Gierek dans sa répression anti-ouvrière. Certes la décision de hausses, en particulier pour la viande, a été reportée à une date ultérieure. Mais entre-temps on a limité la consommation de charbon et d'électricité (comme n'importe quel autre pays — de l'Est ou de l'Ouest — à la balance déficitaire, la Pologne ne peut pas diminuer ses exportations sur un poste important — la viande — sans essayer de se rattraper sur un autre — le charbon par exemple). Pour Gierek la leçon des derniers événements est que tout ce que le pays compte de défenseurs de l'unité nationale doit se serrer les coudes devant la menace que fait peser la classe ouvrière sur le « socialisme » polonais. Aussi, au cardinal Wyszyński qui demandait publiquement le 15 août « quelle autre force que l'Eglise catholique pourrait rassem-

bler la nation dans les situations tragiques », le secrétaire général du parti a-t-il répondu d'un air entendu que « l'idée directrice de la politique envers la religion est de créer les conditions pour la consolidation de l'unité patriotique de notre nation, de l'unité pour la création de la prospérité et du développement florissant de notre pays, pour la consolidation de son indépendance et de sa sécurité », avant d'ajouter qu'il existait un « vaste champ de coopération fructueuse entre l'Eglise et l'Etat dans la réalisation d'importants objectifs nationaux » !

A l'heure du danger prolétarien il faut savoir battre le ban et l'arrière-ban du passé !

## Irlande

A la suite de la reprise du terrorisme en Irlande du Nord et de son extension au Sud (l'ambassadeur britannique a été exécuté courant juillet), et de trois jours d'émeutes à Belfast début août, le gouvernement travailliste de Grande-Bretagne et le gouvernement tout court de l'Irlande du Sud ont décidé de renforcer et de coordonner encore plus leur lutte contre le terrorisme. James Callaghan, le premier ministre travailliste, n'a pas mâché ses mots : « il faut les détruire, sous peine d'être détruits par eux » (*Le Figaro*, 23-7-76). Tout en se préparant à reprendre l'offensive contre l'IRA provisoire, l'Angleterre a donc ajouté une nouvelle mesure à sa panoplie répressive légale (elle ne reconnaît plus le statut de prisonnier politique aux terroristes condamnés pour meurtre ou possession d'explosifs), alors que les mesures prises par l'Eire « dépassent de loin tout ce qu'on attendait » (*ibidem*, 27-8-76). En effet, le gouvernement pourra suspendre les lois constitutionnelles concernant les libertés individuelles, l'armée pourra être chargée officiellement des tâches de répression, les peines de prison pour délit de préparation et exercices militaires clandestins passeront de 2 à 15 ans, pour appartenance à l'IRA provisoire de 2 à 7 ans, pour recrutement ou simple éloge public de l'IRA à un minimum de 10 ans, etc. Et il ne s'agit là que de la répression ouvertement proclamée.

Dans cette guerre civile, encore larvée, certes, en pleine Europe, la très officielle « Commission européenne des droits de l'homme » vient de donner à la bourgeoisie britannique, après avoir sacrifié à l'émotion humanitaire, un aval de principe de la part de ses homologues du continent, en affirmant que « les mesures [d'internement sans procès] étaient dictées par les besoins de la situation et que [par conséquent] elles ne constituaient pas une violation de la convention des droits de l'homme » (*Le Monde*, 4-9-76).

L'Etat anglais a de longues habitudes en matière d'« irlandisation » des courageux rebelles à son ordre infâme. La cause de la complicité de toutes les bourgeoisies continentales avec leur collègue anglaise réside dans la peur que ne se mettent en rébellion ouverte à la suite des ouvriers et des paysans pauvres de l'Ulster — une rébellion que l'IRA ne traduit qu'en partie et de façon déformée par le nationalisme — les « Irlandais » de la civilisation bourgeoise, les prolétaires du monde entier. A chacun donc sa solidarité internationale !

### AVIS AU LECTEUR

Pour des raisons dues au planning de l'imprimerie, le *Proletaire* n° 228 sera décalé d'une semaine et paraîtra seulement le 9 octobre, mais avec un numéro de 8 pages. Le journal reprendra ensuite sa périodicité bimensuelle normale.

directeur-gérant  
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »  
232, r. de Charenton, Paris-12<sup>e</sup>

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission  
paritaire de presse : 52926

## Contre les heures supplémentaires

(suite de la page 2)

intégral à prendre dans les 15 jours » (ils vont en redemander !), masquant entièrement le rôle de démobilitation collective et d'arme contre les chômeurs, donc contre l'ensemble de la classe, que joue le système des heures supplémentaires.

Rappeler la nécessité de lutter contre la pratique des heures supplémentaires ce n'est pas mettre en accusation les salariés qui sont contraints de les accepter: c'est leur rappeler à la fois leur devoir vis-à-vis de leurs frères de classe et leur intérêt réel. En revanche, les chefs syndicaux si compréhensifs envers les « nécessités de l'industrie » qui s'inclinent devant cette pratique et la favorisent au prix de quelques arrangements juridiques doivent être combattus sans pitié car ils compromettent, eux, à la fois la défense immédiate des travailleurs, actifs ou chômeurs, et l'unité de la classe.

### presse internationale

Voici le sommaire du n° 15  
27 août de

### il programma comunista

- Dal Libano al Sud Africa e fino all'Italia, le conseguenze estreme e devastatrici della controrivoluzione stalinista.
- Il « nuovo » ruolo dell'opportunismo sindacale nel prossimo futuro.
- Da Andreotti a... Rousseau.
- Seveso e dintorni.
- La funzione controrivoluzionaria della democrazia al banco di prova della Spagna 1930-1939.
- Origini sociali e basi ideologiche del gruppo Baader-Meinhof.
- Marxismo, scienza « neutrale » e scienza « alternativa ».
- Cronica crisi dell'agricoltura russa.
- Gli eterni sorpresi.
- L'autonomia di classe: riappropriazione degli indispensabili strumenti di lotta, sindacato e partito politico.

## A l'occasion de la grève DUBIED

(suite de la page 2)

moyen dont disposent les prolétaires lorsqu'ils veulent se défendre contre les attaques du Capital : LA GREVE.

C'est la première fois que des prolétaires remettent en cause de façon aussi franche toute la politique contractuelle pratiquée depuis 40 ans par les Centrales syndicales.

Voilà pourquoi cette grève est importante, voilà pourquoi la solidarité doit s'organiser sur des bases claires.

Un fait peut dérouter certains ouvriers, c'est le soutien de la FTMH. En réalité ce soutien est formel, la FTMH n'apportant pas son soutien matériel; de plus son action est démolisatrice.

Dès le début, Ghelfi (secrétaire central) taxa la grève d'illégal. Puis ne voulant pas que le contrôle du mouvement lui échappe, elle se met à sa remorque. Le fait que le Comité de grève de Couvet (1.000 ouvriers) soit l'ancienne Commission Ouvrière dans laquelle la FTMH est dominante est essentiel pour comprendre la direction de cette lutte. En dehors du discours omniprésent de la FTMH, la base n'a pas de discours alternatif de classe auquel se raccrocher. C'est pourquoi il existe un décalage entre une base combative, prête à avancer des moyens de lutte de classe encore plus durs, et une direction du mouvement contrôlée par la FTMH qui fixe des objectifs dont les prolétaires n'ont que faire.

Si la base se bat pour le maintien de son salaire, la direction du mouvement cherche à imposer de plus en plus l'objectif de la restructuration de l'entreprise comme objectif central.

Or les prolétaires n'ont pas à entrer dans ce type de revendications. Non seulement elles ne les concernent pas à long terme, le prolétariat ayant pour mission historique d'abolir l'esclavage salarié donc le Capitalisme, mais aujourd'hui elles rendent responsable la classe ouvrière de la « bonne gestion » du Capital et en ce sens dressent les ouvriers les uns contre les autres, ceux d'une entreprise contre ceux des autres entreprises. Accepter d'assurer des tâches dans le projet de restructuration c'est accepter de mettre au chômage d'autres ouvriers dans d'autres entreprises moins compétitives.

Que la FTMH cherche à responsabiliser les travailleurs sur le projet de restructuration, alors que ceux-ci se sont révoltés pour défendre leurs intérêts de salariés, ceci est logique. Dominée par les réformistes qui rêvent d'un monde où le Capital s'équilibre harmonieusement avec le Travail, renforcé par là les conceptions utopiques et petites-bourgeoises des prolétaires, conceptions distillées à longue vue d'année par l'idéologie dominante, l'opportunisme syndical et politique montre son vrai visage d'agent du Capital au sein du prolétariat.

Les travailleurs en lutte n'ayant d'autre discours que celui de l'opportunisme, ils subissent ses objectifs et acceptent sa direction.

Voilà la grande leçon de la grève de DUBIED.

Quant aux spontanés de tout poil, qu'ils soient trotskistes ou maïosants, ils se traînent dans la boue de l'ultradémocratie en décrétant que la tâche centrale d'un Comité de soutien est de rester sage derrière le mouvement gréviste. En s'appuyant sur l'exemple de MATISA, où le Comité de soutien était sous l'hégémonie du Comité de grève, et en affirmant que telle est la « position juste » d'un Comité de soutien, ils révèlent leur inaptitude à reconnaître la différence fondamentale entre la direction de la lutte chez MATISA alignée sur des positions de classe, et la direction de la grève à DUBIED où l'hégémonie du réformisme capitulaire freine les élans de la base. Incapables d'avoir une attitude claire par rapport à l'opportunisme des organisations traditionnelles et en raisonnant toujours « concrètement », ils tombent dans le piège classique de l'immédiatisme.

A tous ces pseudo-tacticiens nous répondons que seule la lutte claire sans compromis, constante à travers les vicissitudes de la lutte de classe, permettra non seulement à la révolution de devenir une réalité concrète pour demain, mais permettra également dès aujourd'hui d'apporter les outils nécessaires à la défense des intérêts économiques du prolétariat.

Parti communiste international.